

Le suicide du PCUS

par Michel Heller

LE Reich millénaire de Hitler subsista douze ans. Le système communiste, qui, selon ses fondateurs, allait marquer la fin de l'Histoire, gagner l'ensemble de la planète et demeurer éternellement, vient de se suicider dans sa soixante-quatorzième année. Les malheurs du communisme soviétique commencent au moment où l'on entreprend de l'améliorer, et où l'on se met à douter du caractère idéal du premier Etat socialiste du monde. Khrouchtchev dénonce Staline, persuadé que, débarrassé de l'extrémisme stalinien, le modèle fonctionnera mieux. Suivent les dénonciations du « culte de la personnalité » et les tentatives d'améliorer l'économie. Brejnev dénonce Khrouchtchev et fait mine d'effectuer des réformes économiques.

Chaque fois, après quelques essais, les chefs du parti et de l'Etat s'efforcent d'en revenir à l'ancien modèle. Mais chaque mouvement dans le sens d'une « amélioration » laisse des fissures. Le modèle stalinien, qui concrétisait les idées de Lénine, était parfait, rond comme un œuf. Il était impossible de le perfectionner, on ne pouvait que le conserver tel quel ou le mettre en pièces.

Cela, Mikhaïl Gorbatchev l'ignorait, ou ne voulait pas le savoir. Les six années de « perestroïka » sont employées tout entières à rechercher des moyens d'augmenter l'efficacité du système soviétique, sans en modifier la nature. Cette citation de l'écrivain satirique russe du dix-neuvième siècle Saltykov-Chtchédrine pourraient servir d'épithète à l'action de Gorbatchev. « Ils ne songeaient le jour et la nuit, et encore le jour suivant, qu'à une chose : comment transformer leur exploitation déficitaire en une entreprise susceptible de faire des bénéfices, sans rien changer. » En n'acceptant que des retouches de détail, en n'autorisant, de mauvaise grâce, que quelques correctifs, en assurant constamment qu'il était, est et restera communiste, Gorbatchev détruit le système qu'il prétend sauver.

La structure soviétique de pouvoir était forte de sa simplicité : un seul parti, un seul peuple, un seul Etat, un seul guide. Dès lors que les comités du parti qui, à tous les niveaux, ont tissé leur toile d'araignée sur l'ensemble du pays commencent à recevoir du centre des directives peu claires, souvent contradictoires, changeant tous les mois sinon tous les jours, la machine à des ratés, puis s'arrête. Construit sur le principe de l'armée, l'appareil du parti entreprend de saboter les ordres qui lui sont incompréhensibles. Staline avait tué les apôtres de la foi communiste et bâti une Eglise où l'on n'exigeait des paroissiens que la stricte observance du rituel. Gorbatchev, lui, enfreint le rituel, en essayant de concilier des

notions s'excluant mutuellement : le centralisme démocratique et la démocratisation, l'économie soviétique et le marché, le pouvoir communiste et le multipartisme, Lénine et le pluralisme.

Dans le flot tumultueux des événements survenus au cours des six dernières années, un fait se distingue particulièrement, que l'on peut considérer comme un facteur décisif dans l'effondrement du système : la renaissance de la Russie en tant que sujet de l'Histoire.

Lénine, puis tous ses successeurs, avaient parfaitement perçu ce danger. Chaque République soviétique avait ainsi son propre Parti communiste, son KGB, à l'exception de la Russie. La création, en 1990, d'un Parti communiste de Russie et l'apparition parallèle d'un leader russe en la personne de Boris Eltsine marquent la fin du modèle idéal. Que le Parti communiste de Russie soit qualifié de conservateur, alors qu'Eltsine dirige le camp baptisé « démocrate », n'est pas essentiel. L'important est la constitution, à Moscou, d'un deuxième centre de pouvoir. Ce pouvoir bicéphale dans la capitale de l'Etat totalitaire est la négation même de l'essence du système communiste.

Un putsch Invraisemblable

L'existence de ce second centre allait être fatale à l'ultime tentative de revenir en arrière : le putsch du 19 août. Utilisant la « glanost » comme arme principale de sa politique, Gorbatchev a su convaincre le monde que l'Union soviétique était devenue d'une transparence de cristal. La célèbre définition de Churchill selon laquelle l'URSS serait une « énigme, enveloppée d'un mystère et dissimulée dans un secret, a cessé d'être pertinente. Le complot visant à écarter Gorbatchev était si étrange, énigmatique, qu'il a engendré de sérieuses questions quant aux véritables intentions des putschistes. L'ex-ministre des affaires étrangères, ancien ami de Gorbatchev, Edouard Chevardnadze, devait évoquer une possible participation du président d'URSS à la conjuration, sous une forme suffisamment voilée pour ne pas être accusé de diffamation et, en même temps, assez claire pour qu'il ne subsiste aucun doute sur sa conviction profonde.

Tout, en effet, paraît invraisemblable dans cette histoire : depuis la guerre, tous les coups d'Etat et complots commencent le samedi, - jusqu'à l'apparition dans les magasins de Moscou de saucissons et de poulets, denrées depuis longtemps oubliées. Les conjurés, parmi lesquels se trouvent des professionnels de l'armée et de la police, enfreignent toutes les règles les plus connues. Ils montrent un mépris parfait de

la technique des coups d'Etat, alors qu'ils ont forcément lu l'article de Lénine - obligatoire pour tous les écoliers soviétiques - intitulé *Comment organiser un soulèvement armé* et écrit en octobre 1917. Ils agissent de façon désorganisée, indécise, s'embrouillent dans leurs visées.

La personnalité des conjurés est une énigme de plus : ce sont les plus proches compagnons d'armes de Gorbatchev. Il les a tous choisis lui-même. Cinq sur les huit font partie du Conseil de sécurité, où le président n'avait inclus que les plus loyaux, les plus dévoués.

Si les erreurs techniques des conjurés favorisent l'échec du putsch, la grande raison de leur ratage est à chercher dans leur programme. Le bulletin télévisé qui annonce, le 19 août, le changement de pouvoir aux citoyens soviétiques commence non par un décret du vice-président Ianaev lui accordant la présidence, mais par une déclaration du président du présidium du Soviet suprême d'URSS, Loukianov, dénonçant la validité du nouveau traité de l'Union - texte que devaient signer les présidents de Russie, du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, ainsi que Gorbatchev, le 20 août. Dès lors, les citoyens soviétiques n'ont plus le moindre doute : les conjurés ne veulent pas de la ratification du traité. Dans leur adresse à la population - leur programme - les mots « socialisme » et « parti » n'apparaissent pas une seule fois. En revanche, celui de « patrie » est répété douze fois (dans un texte relativement court). Les conjurés veulent restaurer le prestige de l'Union soviétique en tant que « grande puissance » et famille de « peuples frères ». Et le patriotisme russe leur semble le slogan le plus apte à mobiliser les citoyens.

Privé de commandement

Lénine, Staline et leurs successeurs avaient utilisé, en leur temps, le patriotisme pour renforcer le pouvoir soviétique. Cette fois, cependant, le mot d'ordre ne suscite aucun intérêt. Les dirigeants du Kremlin ont cessé d'exercer leur monopole. En face du Kremlin, à la « Maison Blanche » - ainsi que les Moscovites ont baptisé l'immeuble du Présidium du Soviet suprême de Russie - s'oppose aux conjurés un leader que la majorité des Russes considère comme l'incarnation véritable de l'idée nationale, du patriotisme russe. Les conjurés, eux, ont renoncé à s'appuyer sur le parti et l'idéologie communiste, et ils ne peuvent se présenter comme les « défenseurs de la patrie ». Ils se retrouvent donc à flotter dans les airs, isolés.

Le programme mal préparé, comme tout ce qui se fait en

Union soviétique, le complot échoue. De retour à Moscou, Gorbatchev s'aperçoit que sa place est prise et que, dans le meilleur des cas, il ne lui reste qu'un petit coin au pied du trône. Démontrant qu'il n'a rien appris, le président d'URSS entreprend avant toute chose de nommer aux postes à responsabilité des gens dont personne ne veut. De concession en concession, Mikhaïl Gorbatchev, le 24 août 1991, saborde le navire dont il était le capitaine. Et, comme il est de coutume, semble-t-il, aujourd'hui, il est le premier à quitter l'embarcation.

Le suicide du PCUS est une énigme supplémentaire. Le parti qui, il y a cinq ans, comptait vingt millions de membres et encore quinze ou seize millions hier s'ouvre les veines sans résistance et, ce qu'il convient de souligner, sans pression particulière de la part de ses adversaires. La disparition des partis communistes d'Europe de l'Est pouvait s'expliquer du fait qu'ils existaient par la volonté de Moscou. Lorsque Moscou a cessé de les soutenir, ils se sont évanouis comme la brume du matin. Le PCUS, lui, était fort de son pouvoir, total, absolu, dans le pays. Il s'est suicidé pour la bonne raison que, construit sur le principe de l'armée, il ne pouvait agir que sur ordre. Et quand le commandement en a été pris par un dirigeant manquant de volonté, indécis, rusé mais pas très intelligent, il a péri sur son ordre. Privé de commandement, une armée se transforme en foule incontrôlée. C'est ce qui est arrivé au Parti communiste d'Union soviétique. Tout au long de ces six dernières années, Gorbatchev n'a fait que repousser les décisions importantes qu'il devait prendre, dans l'espoir que les problèmes disparaîtraient d'eux-mêmes. Et lorsqu'il lui a fallu régler le sort d'un parti qui ne le suivait plus aveuglément, il a de nouveau « évacué » le problème, en supprimant le PCUS.

Mikhaïl Bakounine estimait qu'il n'y avait que trois modèles de pouvoir politique en Russie : Romanov, Pougatchev ou Pestel. Romanov représentait la monarchie, Pougatchev le soulèvement paysan, Pestel le coup d'Etat militaire. Contemporain de Bakounine, Alexandre Herzen prévoyait l'apparition d'un « Pougatchev diplômé de l'Université ». C'est ainsi qu'on devait surnommer Lénine après la prise du pouvoir par les bolcheviks. Mikhaïl Gorbatchev est doublement diplômé de l'Université. Sans doute est-ce trop. Et l'on peut désormais annoncer, sans risque de se tromper, un rapide déclin de son pouvoir. Que sera Boris Eltsine, dirigeant auquel on prédit un bel avenir ? Peut-être un quatrième modèle apparaîtra-t-il ? Un modèle démocratique ?

► Michel Heller est historien. D'origine soviétique, il vit en France.